

# HYPOTHESES ET CONSEQUENCES STRATEGIQUES DES PREMIERES ESTIMATIONS CONCERNANT LES ELECTIONS LEGISLATIVES IRAKIENNES

Général (2S) Jean-Bernard PINATEL

18 Mai 2018

Les premières estimations des élections législatives irakiennes, si elles sont confirmées lors de la publication des résultats définitifs annoncée pour dimanche ou lundi, sont un désaveu pour la plupart des commentateurs qui ont formulé des prévisions erronées sur ces résultats parce qu'ils ont mal pris en compte le poids respectif des facteurs qui déterminent le jeu politique irakien.

## Les faits

Ces élections doivent permettre d'élire 329 députés à la proportionnelle et avec des quotas permettant aux minorités d'être représentées. Ce qui signifie qu'il faut qu'un parti ou une alliance dispose au moins de 165 députés pour pouvoir prétendre à désigner le premier ministre et à exercer le pouvoir.

## Résultats provisoires [1]

Parti	Tête de liste	Estimation du nombre de députés	Positionnement
<b>Alliance « En marche »</b>	Moqtada Al Sadr	55	Nationaliste, libéral, comme en témoigne son alliance avec les communistes
<b>Alliance la Victoire</b>	Haïder Al-Anbadi	51	Liste dirigée par le Premier Ministre que les commentateurs donnaient largement en tête
<b>Alliance de la Conquête</b>	Hadi Al-Amera	50	Proche de l'Iran, liste dans laquelle figure les chefs des milices chiites pro Iran
<b>Coalition de l'Etat de droit</b>	Nouri-Al-Maliki	25	Liste chiite conservatrice proche de l'Iran
<b>Parti Démocratique Kurde</b>	Massoud Barzani	24	Autonomie du Kurdistan
<b>Coalition Nationale</b>	Iyad Allawi	21	Pour un Etat irakien laïque, respectueux des croyances de chacun
<b>Union Patriotique Kurde</b>	Kosrat Rasul Al	15	Autonomie du Kurdistan, proche de l'Iran
<b>Divers petits partis eu quotas pour minorités</b>	Kosrat Rasul Al	88	Autonomie du Kurdistan, proche de l'Iran
<b>TOTAL</b>		<b>329</b>	

Ces premiers résultats tendent à démontrer que les irakiens qui sont allés voter (participation d'environ 45%) se considèrent comme une nation arabe, plus laïque que religieuse et donc moins sous influence iranienne que ce que les observateurs occidentaux évaluaient. Ceux qui dans leurs commentaires ont comparé l'Irak au Liban, où l'influence iranienne domine la vie politique, se sont trompés. Bien que l'Iran soit intervenu via les milices chiites iraniennes pour barrer la route de Bagdad à Daech puis pour les aider à reconquérir le pays occupé en payant le prix du sang de

2000 martyrs [2], la méfiance d'une partie du peuple irakien envers les Perses semble plus forte que la solidarité religieuse où les liens tissés dans les combats contre l'Etat islamique.

La preuve en est : la liste qui a obtenu le plus de députés est celle de Moqtada al-Sadr qui ne faisait pas mystère avant le scrutin d'être prêt à s'allier avec tout le monde sauf avec « l'Alliance de la conquête » et le parti d'Al Maliki, jugés par lui trop proches de l'Iran. Ce positionnement confirme le nationalisme de ce leader shiite qu'il avait démontré en juin 2011 en organisant de grandes manifestations dans toutes les grandes villes du pays contre les américains quand ils occupaient l'Irak et dont il exigeait le départ complet. Bien que dignitaire shiite, son nationalisme arabe le pousse à se rapprocher de l'Arabie Saoudite dont il cautionne la politique du nouveau Roi qui essaie de s'éloigner des pratiques moyenâgeuses des wahhabites qui, rappelons-le, dès le premier Califat des Saoud sont allés détruire les tombeaux et les mausolées shiites à Bassora, Karbala et Nadjad [3].

Si on respectait la stricte logique électorale et le positionnement des partis il faudrait s'attendre à une alliance regroupant « En Marche », « l'Alliance la victoire » du premier Ministre Haider Al-Abadi (qui ne restera pas premier ministre si les résultats définitifs confirment la deuxième position de sa liste), « la Coalition Nationale » Iyad Allawi et « le parti démocratique turc (PDK) » de Barzani. Il restera à rallier au moins une vingtaine de députés en provenance des 88 députés des petits partis ou représentants de minorités, ce qui ne devrait pas poser de problème. Les difficultés commenceront lorsqu'il s'agira de nommer le Premier Ministre et les ministres de l'intérieur et de la Défense qui doivent être, selon la constitution, sunnite et kurde si le Premier ministre est shiite.

Mais on ne peut écarter d'emblée une autre hypothèse car Bagdad bruisse des pressions de l'Iran pour isoler Moqtada al-Sadr, « vendu » aux saoudiens. Téhéran pousserait à une alliance des trois partis « Alliance la victoire », « Alliance la conquête », « Coalition de l'Etat de droit » et l'UPK. Dans ce cas le Premier Ministre actuel pourrait être reconduit, ce qui ne serait finalement pas pour déplaire aux anglo-saxons qui ont tissé des liens étroits avec lui.

### **Sur le plan régional et international**

Les résultats de cette élection sont dans les urnes une défaite pour les religieux qui dirigent l'Iran car ils sont obligés de constater que, malgré leur intervention qui a sauvé Bagdad et les 2000 martyrs morts dans les combats contre l'Etat islamique, la partie de la population irakienne qui est allée voter et qui est la plus âgée se méfie toujours de son puissant voisin. Plusieurs irakiens m'ont dit : « ce qui comparent notre situation à celle du Liban [4] se trompent nous avons 5000 ans d'histoire derrière nous » ou encore « nous sommes une nation arabe, nous faisons partie du monde arabe et pour la majorité d'entre nous ne souhaitons pas vivre dans un Etat islamique ».

Mais ce qui est inscrit dans la logique des urnes n'est pas ce qui finalement pourrait s'imposer à Bagdad. Dans cette deuxième hypothèse, qui n'est pas la plus probable, l'Iran sauverait provisoirement ses acquis et disposerait encore d'une influence importante à Bagdad pour limiter autant que possible les prétentions américaines à s'implanter massivement et durablement en Irak.

Dans la première hypothèse ce serait une victoire pour l'Arabie Saoudite et son nouveau Roi Mohammed Ben Salmane avec lequel Moqtada al-Sadr a établi des liens personnels. Sa volonté de changer rapidement les pratiques moyenâgeuses, que ses prédécesseurs avaient maintenues dans son pays, séduit les irakiens même s'ils pensent qu'un risque d'attentat venant de l'intérieur du royaume pèse sur lui car il bouscule trop vite les fondements de la croyance et des pratiques wahhabites qui restent encrées chez de nombreux imams saoudiens. Ce serait également une victoire pour les Etats-Unis et pour Trump qui avait vertement reproché à Obama d'avoir dépensé, entre 2003 et 2011, 3000 milliards en Irak et d'en être reparti sans le pétrole. La menace de voir l'Irak, dont 60% de la population est shiite, rejoindre une alliance shiite s'éloignerait.

Cela dit, dans les deux hypothèses, les négociations pour maintenir des bases américaines en Irak ne seront pas une formalité mais la corruption, qui reste un mal endémique en Irak et dont les américains ont abondamment usé sous les mandats d'A-Maliki, devrait leur permettre d'obtenir la majorité des voix nécessaires au Parlement pour ratifier ce traité.

En conclusion et sous réserve d'une improbable surprise à l'annonce des résultats définitifs, l'éclatement de l'Irak qui avait envisagé été sous Obama en trois entités confessionnelles et ethniques n'est plus d'actualité. Dans l'hypothèse la plus logique, la nouvelle équipe au pouvoir

devrait conduire l'Irak sur une voie dans laquelle la corruption ne serait plus la seule clé des affaires notamment parce que Moqtada al-Sadr est riche et que l'argent ne dirige pas sa vie.

De leur côté, les dirigeants iraniens devront assumer cet échec confessionnel et prendre en compte dans leur politique le fait que des bases américaines seront à nouveau implantées à proximité de leurs frontières ce qui devrait, à moins de fuite en avant, les amener à plus de retenue dans leur soutien au Hezbollah.

Néanmoins, dans la première hypothèse, il ne faudrait pas que Netanyahu en déduise que les amis des amis sont ses amis. Les irakiens restent très solidaires des palestiniens et ce qui s'est passé récemment à Gaza a été condamné unanimement par le peuple et une grande partie de la classe politique.

[1] Le terme de « libéral » dont est affublé en Irak Moqtada al-Sadr signifie dans l'esprit des irakiens qu'il prend la liberté de s'allier avec les communistes alors qu'il est un dirigeant religieux qui condamne l'athéisme.

[2] J'emploie ici le terme utilisé en Irak et en Iran car la guerre contre l'Etat Islamique était une « guerre sainte » qui faisait l'objet d'une Fatah du grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani.

[3] Lire Jean-Bernard Pinatel, « Histoire de l'Islam radical », éditions Lavauzelle, 2017, pages 26 à 29.

[4] Les shiites libanais essentiellement regroupés au Sud du Litani ont été depuis les années 70 sous la pression d'Israël qui considère que cette partie du Liban lui appartient ou tout au moins qu'il doit la contrôler pour protéger ses territoires du Nord des palestiniens de l'OLP de Yasser Arafat. C'est cette pression constante qui a justifié la mise en place de la FINUL. Après la guerre de 1982, initiée par Israël pour s'emparer du Sud du Litani et qui s'est traduit par une quasi-défaite de l'armée israélienne (670 morts autant que durant la guerre des six jours) a conduit à la création du Hezbollah qui est soutenu par l'Iran et dont la capacité opérationnelle a été démontrée et renforcée par la guerre en Syrie.

---

---

## **POURQUOI LES IRANIENS ONT BAISSÉ LE TON**

Anthony SAMRANI | OLJ

12/05/2018

Il semble loin le temps des discours triomphalistes annonçant la victoire de l'axe pro-iranien dans toute la région. C'était il y a quelques mois seulement, pourtant. L'Iran et son obligé libanais considéraient qu'ils avaient gagné la guerre en Syrie, et se félicitaient, non sans une certaine arrogance, de la formation d'un corridor chiite reliant Téhéran à la Méditerranée, en passant par l'Irak, la Syrie et le Liban. Même le président iranien Hassan Rohani, censé représenter la branche modérée du régime, avait vanté en octobre dernier « l'importance de la nation iranienne dans la région qui est plus forte qu'à toute autre période ».

Face à la menace de l'éclosion d'un axe anti-iranien Washington-Riyad-Tel-Aviv, Téhéran bombait alors le torse. Alors qu'il cristallise aujourd'hui toutes les tensions régionales, il fait désormais profil bas. Du moins pour le moment. Les manifestations contre le pouvoir au mois de décembre dernier, la sortie américaine de l'accord nucléaire iranien, la chute de la monnaie iranienne ou encore la détermination israélienne à l'empêcher de s'installer militairement en Syrie sont passées par là. Menacé sur plusieurs fronts, le régime iranien semble considérer qu'il a intérêt, au moins dans un premier temps, à baisser le ton. D'une part pour tenter de sauver l'accord nucléaire, de l'autre pour éviter une guerre directe contre Israël qui, dans ce contexte, lui serait extrêmement coûteuse.

Au lendemain des frappes les plus importantes réalisées par Israël contre l'Iran, la République islamique a choisi d'opter pour la diplomatie. Au lieu de répondre comme à l'accoutumée, notamment via le Hezbollah, par des menaces de représailles, Téhéran cherche vraisemblablement à éviter l'escalade. L'État hébreu a réalisé dans la nuit de mercredi à jeudi des dizaines de raids contre des sites iraniens en Syrie, détruisant, selon le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman, « toutes les infrastructures iraniennes en Syrie ». Sans mentionner

directement l'offensive israélienne, le président Hassan Rohani avait joué l'apaisement dès jeudi en déclarant que l'Iran ne cherchait pas « de nouvelles tensions ». Dans le même temps, le Hezbollah déclarait que la stabilité intérieure au Liban était sa « priorité ».

« Les attaques répétées du régime sioniste contre le sol syrien ont été menées sous des prétextes inventés qui sont sans fondement », a réagi enfin officiellement hier le ministère des Affaires étrangères, dans un ton là encore inhabituellement modéré. S'ils en doutaient encore, les Iraniens ont pu constater à quel point les Israéliens étaient résolus à contrecarrer leur projet d'implantation en Syrie. L'État hébreu semble prêt à faire la guerre pour parvenir à ses fins. Il bénéficie clairement du feu vert de Washington, dans un contexte où l'Iran est mis sous pression par les risques d'un déchirement de l'accord nucléaire. L'Iran n'est pas prêt, pour l'instant, à faire cette guerre. Sa volonté de sauver l'accord nucléaire l'oblige à privilégier la voie diplomatique afin de convaincre les autres cosignataires de son sérieux et de faire porter la responsabilité de l'échec sur les épaules américaines. C'est pour parvenir à cet objectif que le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif va entamer samedi une tournée à Pékin, Moscou et Bruxelles.

### **Ne fermer aucune porte**

La signature du JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action) en juillet 2015 avait été largement célébrée par les Iraniens, dont l'économie était étouffée par les sanctions. La perspective d'un rétablissement des sanctions, alors que la situation économique ne s'est pas améliorée et que la population a largement manifesté depuis son mécontentement, n'augure rien de bon pour le pouvoir, en particulier pour le camp modéré du président Rohani qui avait tout misé sur cet accord.

Les conservateurs qui n'ont eu de cesse de vilipender le JCPOA, notamment pour des raisons tactiques, devraient profiter de cette atmosphère pour accroître leur pouvoir. À leur appel, des milliers de personnes ont manifesté hier à Téhéran en brûlant des drapeaux américains et en lançant des slogans anti-israéliens. La colère du camp des durs semble toutefois être contenue pour l'instant par la volonté du guide suprême de tenter le pari diplomatique ou au moins de ne fermer aucune porte. Il est en effet impossible que les déclarations de M. Rohani affirmant que l'Iran était prêt à rester dans l'accord nucléaire, malgré le retrait américain, n'aient pas été validées en amont par l'ayatollah Khamenei. Ce dernier joue pour l'heure la carte diplomatique avec Rohani, sans pour autant renoncer, en cas notamment d'échec du plan de sauvetage du JCPOA, à laisser une plus grande marge de manœuvre aux gardiens de la révolution, en première ligne en Syrie.

Sa présence sur de multiples fronts (Irak, Syrie, Gaza, Yémen) ainsi que sa capacité à s'immiscer dans le tissu socio-politique, par la voie communautaire, des pays concernés sont le principal atout iranien, bien davantage que ses infrastructures. C'est ce qui fait réellement de la République islamique une grande puissance dans la région, et ce qui sera le plus difficile pour ses adversaires à endiguer. Mais l'accroissement de l'influence iranienne, qui a été relativement confirmée par les résultats des élections libanaises et qui devrait l'être également durant les élections irakiennes à venir ce week-end, est loin de faire l'unanimité. Contestée par Israël, par l'Arabie saoudite et par les Occidentaux, la présence iranienne en Syrie n'est pas acceptée par les grands acteurs de la région. Même la Russie, partenaire de l'Iran dans le renflouement du régime syrien, semble ne pas s'émouvoir d'un affaiblissement de Téhéran sur son terrain de prédilection. En témoigne son accord tacite vis-à-vis des frappes israéliennes. Le président syrien Bachar el-Assad, qui ne pourra pas fermer le chapitre de la guerre tant que les Iraniens seront la cible des attaques israéliennes, pourrait être tenté de faire le même pari. L'Arabie saoudite en mars dernier, via le prince héritier Mohammad ben Salmane, et Israël, par la voix d'Avigdor Lieberman hier, ont adressé le même message au président syrien : on peut s'accommoder de ta présence, mais pas de celle des Iraniens. Il est donc dans ton intérêt de t'en éloigner. Reste à savoir si le message a été entendu...

# YEMEN : QUE CACHENT LES RENFORTS US ?

TTU

14 mai 2018

Si la convergence des moyens sanitaires sur un théâtre sont en général le préalable, et le signal faible, d'une offensive imminente, les Forces spéciales américaines se prépareraient-elles à une offensive au Yémen ?

Selon le site des services d'achats du Pentagone, l'USSOCOM a émis au mois d'avril, et malgré des moyens déjà considérables, une demande auprès de sociétés de service pour la fourniture de quatre hélicoptères d'évacuation sanitaire dotés de leur propre personnel médical pour soutenir ses opérations au Yémen.

Ces appareils devront disposer d'une autonomie de 800 à 1 000 km sans ravitaillement, d'une capacité de fret de deux tonnes et/ou de huit blessés minimum, de matériels de vision de nuit, d'être ravitaillables, et en mesure de réagir sur préavis en moins de trente minutes. Les S-61R d'EP Aviation opérant déjà en Afghanistan, les CH-46 d'Embassy Air, ou les Vertol 107-II de Columbia Helicopters font figure de favoris.

S'agit-il pour autant uniquement d'opérations ciblant Al-Qaida et Daech ? Peu probable. Possible si ces matériels étaient positionnés sur les BOA du SOCOM au Yémen, comme Sana'a et Aden. En revanche, il est plus surprenant de voir mentionner le site d'Hodeida sur la mer Rouge, la place forte de la guérilla houthie soutenue par les pasdarans iraniens. Tout comme la nécessité de pouvoir opérer en mer.

Car avec un tel renfort, et selon les standards occidentaux, le SOCOM pourrait, en plus de ses missions, être en mesure d'ajouter à son «battle rythm» pas moins de quatre opérations de destruction/neutralisation simultanées. Or, officiellement et depuis son retour sur le terrain en 2016, le SOCOM n'a reçu aucun mandat pour soutenir la coalition saoudo-émirat, et n'est en charge que des opérations antiterroristes.

Sur place, le JSOC opère plusieurs unités clandestines regroupées au sein de la Task Force 48-4.2, composée d'éléments du FBI et qui dispose d'officiers de liaisons au sein des renseignements intérieurs locaux, ainsi que de camps d'entraînements destinés à former les opérateurs des FS yéménites aux procédures d'interventions américaines. Ce mandat serait donc susceptible d'évoluer rapidement.

---

## TURQUIE : LES MERCENAIRES DU PRESIDENT ERDOGAN

ALAIN RODIER – CF2R

NOTE D'ACTUALITÉ N°513 / mai 2018

Les Sociétés militaires privées (SMP) font beaucoup parler d'elles ces derniers temps, en particulier depuis les pertes importantes enregistrées par la compagnie Wagner russe en Syrie où elle est déployée pour appuyer les forces loyalistes à Bachar El-Assad. Or, il existe une SMP turque depuis 2012 : la SADAT AS International Defense Consulting. Sa mission, officiellement inscrite sur sa plaquette de présentation, est d'« *établir une collaboration dans les domaines de la défense et des industries de défense avec les pays islamiques afin de permettre à ces derniers de prendre la place qu'ils méritent au milieu des superpuissances en leur apportant ses services de conseil et d'entraînement* ». À noter que les pays occidentaux y sont qualifiés au détour d'une phrase d'« impérialistes » et de « croisés ». L'ambition de cette SMP relativement récente est indubitablement de concurrencer ses homologues dans les pays musulmans, celles-ci ne faisant, selon la SADAT, que servir les intérêts de leurs pays d'origine, principalement les États-Unis.

### **LE FONDATEUR DE LA SADAT, CONSEILLER PERSONNEL DU PRESIDENT RECEP TAYYIP ERDOGAN**

Le fondateur de la SADAT est le général de brigade en retraite Adnan Tanriverdi issu de l'artillerie, mais qui s'est par la suite spécialisé dans le domaine des conflits asymétriques après avoir commandé les forces turques implantées à Chypre du Nord[1]. Il avait été mis à la retraite

d'office en 1996, jugé par la hiérarchie militaire turque comme trop « islamiste ». Il est vrai que jusqu'à l'arrivée au pouvoir en 2002 de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*/Parti de la justice et du développement), l'institution militaire nettoyait une fois par an ses rangs des cadres jugés trop « religieux », donc en contradiction avec la doctrine dont elle se sentait la gardienne : le laïcisme prôné par Mustafa Kemal Atatürk. Le général Tanrıverdi avait fait la connaissance de Erdoğan alors que ce dernier avait été élu maire d'Istanbul en 1994. Il était devenu un de ses fidèles et c'est vraisemblablement ce qui lui avait coûté sa mise à la retraite anticipée.

Après 2002, l'AKP a imposé la réintégration de nombreux cadres qui avaient été écartés précédemment pour leur religiosité trop marquée. Ainsi, le général Tanrıverdi a été désigné discrètement en août 2016 conseiller militaire particulier du président Erdoğan siégeant parfois lors de réunions de sécurité au plus haut niveau aux côtés d'Hakan Fidan, le directeur des services spéciaux turcs, le MIT (*Millî İstihbarat Teşkilatı*). Surtout, sa société aurait participé activement à la répression du putsch militaire raté du 15 juillet 2016. De quelle manière ? On ne sait pas trop mais c'est un fait que de nombreuses armes avaient alors été distribuées à la « société civile » par la police pour combattre les insurgés. La plupart de ces armes n'ont jamais réapparu depuis !

## **LES ACTIVITES DE LA SMP TURQUE**

La SADAT a été enregistrée officiellement le 28 février 2012 et comprenait à l'origine 23 officiers et sous-officiers à la retraite. Aujourd'hui, la SMP compterait 64 « conseillers » menant des opérations de conseil dans 22 pays musulmans, notamment aux côtés du gouvernement légal libyen siégeant à Tripoli (reconnu par la communauté internationale).

Elle participerait également directement à la formation de groupes rebelles syriens, lesquels bénéficient de facilités dans plusieurs camps militaires turcs. Plus discrètement, des membres de SADAT auraient accompagné en tant que « conseillers » ces unités rebelles lors des opérations *Bouclier de l'Euphrate* (2016-2017) puis *Rameau d'olivier* (2018) dans le nord-ouest de la Syrie. Cela aurait facilité les liaisons avec l'armée turque qui « apportait son concours » à ces forces pour chasser, dans un premier temps les terroristes de Daech, puis, dans un deuxième, ceux du PYD kurde (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, le Parti de l'union démocratique,) considéré comme terroriste par Ankara car proche du PKK.

Encore plus préoccupant, selon l'opposition turque, la SADAT serait employée à l'intérieur comme milice politique armée, entraînée dans des camps situés à Tokat et Konya[2]. Sa mission consisterait à faire barrage à toute résistance au président Erdoğan, ce qui très préoccupant avant les élections présidentielles et législatives qui doivent se tenir en juin/juillet 2018, bien qu'un succès de l'AKP soit plus que probable.

## **LA SADAT ET LA CAUSE PALESTINIENNE**

Enfin, un des leitmotiv qui revient en boucle dans les différentes déclarations de la SMP est la cause palestinienne. La SMP turque n'hésitant pas à qualifier Israël d'« *avant-poste de la vingt-septième croisade* » et de « *dague au cœur de l'islam* ». Le général Tanrıverdi ne cache pas son souhait profond de voir l'État d'Israël vaincu et détruit. Pour cela, il propose la création d'une « armée de l'Islam » composée de volontaires, pour combattre l'État hébreu « encerclé de toutes parts ». Il part du principe que le monde musulman compte 1,67 milliard d'individus alors qu'Israël n'est composé que de huit millions de citoyens. Pour lui, il serait possible de construire cette « armée de l'Islam » en demandant peu à chaque pays. Une fois constituée, elle serait bien supérieure en nombre à Tsahal !

Malgré les nombreux articles de presse consacrés à cette SMP, ses activités réelles restent confidentielles. Elle serait surtout une société de conseil proposant des audits de sécurité aux gouvernements des pays musulmans. Ensuite, elle pourrait servir d'intermédiaire entre l'industrie de défense turque et ces mêmes gouvernements. Enfin, elle propose des formations clés en main destinées à l'infanterie, aux forces spéciales mais aussi à la marine et l'aviation. Elle est parfois qualifiée par ses détracteurs de réseau *Gladio* turc qui pourrait agir si, d'aventure, l'AKP perdait les élections. Cela dit, quand l'on connaît un peu la culture politique du pays, il est évident que les initiatives privées dans le domaine de la sécurité ne peuvent se faire sans l'aval – pour ne pas dire le soutien et la direction – des services spéciaux, qu'ils dépendent du MIT, de l'état-major général ou de la Gendarmerie. En l'occurrence SADAT serait plutôt placée sous la coupe

du MIT qui peut l'utiliser comme couverture pour ses opérations à l'étranger comme à l'intérieur[3].

[1] Le président actuel de la SADAT serait son fils

[2] Information fermement démentie par le général Tanriverdi.

[3] Le MIT est compétent à l'intérieur et à l'extérieur de la Turquie.

---

## **GÉOPOLITIQUE : L'IRAN TRIOMPHE AU MOYEN-ORIENT**

Colonel (ER) Jacques Hogard - ASAF

13 mai 2018

*Si la guerre en Irak et en Syrie est en passe de se terminer, si Daech est d'ores et déjà militairement vaincu, et a cessé d'exister en tant qu' "État", c'est en grande partie grâce à l'appui militaire apporté par la Russie à la Syrie à partir d'octobre 2015, mais aussi sur le terrain, par l'Iran et les milices chiïtes.*

L'Iran, grande puissance moyen-orientale, revient en force sur la scène internationale et apparaît de fait comme le grand vainqueur régional de cette guerre de six ans. Ceci évidemment ne plaît pas à tout le monde. Le Président Macron a dans ce contexte appelé au désarmement de ces milices irakiennes provoquant l'ire de Bagdad.

Aux États-Unis, où la diplomatie apparaît très affaiblie, la Maison-Blanche remet en cause l'accord sur le nucléaire iranien de Vienne (JCPOA) signé le 14 juillet 2015. Donald Trump n'a pas de mots assez durs pour attaquer l'Iran : "*régime fanatique*", "*principal État soutenant le terrorisme dans le monde, qui répand la mort, la destruction et le chaos*". Trump renoue avec la vieille rhétorique belliciste des États-Unis éprouvée en Yougoslavie, Irak, Syrie et en Ukraine. Chaque jour, l'Iran progresse sur tous les fronts comme si la rhétorique anti-iranienne de Trump le renforçait dans son rôle de puissance géopolitique, militaire et économique. La politique visant à l'isoler, le déstabiliser ou le diaboliser est en échec.

### **Le rapprochement franco-iranien en péril**

Côté français, alors que les prises de position affichées jusqu'ici en matière de politique étrangère par Emmanuel Macron allaient plutôt dans le sens d'un certain réalisme, d'une volonté pragmatique de regarder les choses en face et de se démarquer aussi de nos positions antérieures, voici subitement que s'assombrit le ciel des relations bilatérales franco-iraniennes. Ainsi, le 18 novembre dernier, tandis qu'éclatait l'affaire Saad Hariri, l'Iran s'en prend vertement à la France qui a critiqué la politique "*agressive*" de l'Iran et son programme balistique : "*Il n'est pas dans l'intérêt de M. Macron ni de la France de s'ingérer dans les affaires de la République islamique (...) Sur les questions de défense et du programme balistique, nous ne demandons la permission à personne. (...) En quoi cela regarde-t-il Macron ? Qui est-il pour s'ingérer dans ces affaires*", a prévenu Ali Akbar Velayati, le conseiller du Guide suprême pour les relations internationales. La veille, l'Iran avait réagi une première fois aux déclarations du chef de la diplomatie Jean-Yves Le Drian, en voyage à Riyad, accusant Téhéran de "*tentations hégémoniques*" au Moyen-Orient. Comme si Téhéran n'avait pas compris que la France donnait des gages au prince héritier saoudien afin de sauver l'unité du Liban.

Ces échanges un peu vifs seraient-ils de nature à rigidifier les relations franco-iraniennes ? Ce n'est pas certain car Emmanuel Macron a tout de suite maintenu sa volonté de se rendre le plus vite possible à Téhéran en 2018.

### **Il ne faut pas se tromper de Satan !**

L'Iran est une puissance montante au plan géopolitique et la victoire iranienne en Syrie en est une manifestation éclatante. Alliée de Bachar El Assad, elle prépare la reconstruction de son pays. Mais il ne faut pas sous-estimer non plus la victoire iranienne en Irak, laquelle concrétise le célèbre "arc chiite" qui va de Beyrouth à Téhéran via Damas et Bagdad.

Face à l'Amérique, l'Iran est parvenu à obtenir des autres signataires du JCPOA une attitude démarquée de celle de Donald Trump. Les États-Unis apparaissent ainsi diplomatiquement isolés

et les autres grandes puissances signataires (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne, et Russie) ont toutes réaffirmé leur attachement au respect de l'accord. Si Téhéran semble effectivement avoir mis en sommeil son programme nucléaire, elle entend par ailleurs développer son programme balistique à grande vitesse.

L'Iran a profité également de l'erreur commise par l'Arabie saoudite avec le Qatar en juin dernier en minant de l'intérieur le Conseil de Coopération du Golfe. L'Iran veut ainsi affirmer la victoire remportée sur le terrorisme wahhabite, autrement dit la victoire de l'islam civilisé sur les barbares, les *"takfiris qui osent tuer au nom de Dieu"* !

### **Une puissance économique émergente**

Au plan économique, il faut rappeler que l'Iran est la première réserve de gaz au monde avec 18,2 % du total des réserves prouvées de la planète et que le pays dispose d'un immense potentiel encore peu exploité, que l'Iran est également en matière de pétrole au quatrième rang mondial derrière le Venezuela, l'Arabie Saoudite et le Canada, avec 9,3 % du total des réserves prouvées dans le monde et que 70 % de cette production est désormais exportée, principalement vers l'Asie (Chine, Inde, Japon, et Corée du Sud) mais aussi désormais vers l'Europe. L'Iran est également une nouvelle puissance en matière de high tech et de bio tech (comme en témoigne le dynamisme de Pardis, la "Silicon Valley iranienne" : sur ce parc technologique de 1000 hectares situé à une trentaine de kilomètres de Téhéran, se trouvent quelques 400 entreprises de pointe installées depuis 2002 (fournisseurs d'accès Internet, banques, centres d'appels, laboratoires, sociétés spécialisées de biotechnologie, d'informatique et de robotique). Peuplé de 80 millions d'habitants, l'Iran dispose d'une jeunesse, garçons et filles, nombreuse et formée.

### **Les pétromonarchies du Golfe n'ont pas rompu avec le terrorisme**

Obsédée par sa rivalité avec la Russie, l'Amérique voit dans l'Iran, le meilleur allié russe dans la région, le bouc émissaire parfait : *"foyer, levier du terrorisme"*. Trump a clairement choisi le camp de l'Arabie Saoudite lors de son voyage triomphal en mai dernier à Riyad.

Mais en réalité qui finance le terrorisme islamiste, qui soutient et abrite les terroristes islamistes sinon les monarchies sunnites wahhabites du Golfe, en proie à leurs faiblesses et leurs divisions. Les déclarations américaines sur *"l'Iran terroriste"* en deviennent risibles de la part de ceux qui ont été les conseillers et pourvoyeurs indirects d'Al Nosra, autrement dit Al Qaida en Syrie.

Et si de bonnes âmes se risquent à comparer l'Arabie Saoudite et l'Iran en matière de bonne conduite démocratique, on voit bien que l'Iran présente un visage apparemment plus compatible avec les principes démocratiques. Droit de vote, processus électoral, respect des minorités, place des femmes ou accès de la population à l'éducation : il n'y a en vérité pas grand-chose de commun entre l'Iran et les bédouins du désert arabe. Et pourtant, malgré les évidences, Trump persiste et signe.

La France pourrait tirer parti de cette opportunité pour rétablir son influence, son prestige et son rayonnement après une décennie d'erreurs colossales et d'incurie en matière de politique étrangère. L'Iran, en définitive, n'attend que ça.

---

---

## **ISRAËL ENTRE OMBRES ET LUMIÈRE**

Dominique Moïsi – Institut Montaigne

9 mai 2018

*Soixante-dix ans après la proclamation de son indépendance, Israël est à l'épreuve de ses contradictions et de la menace intérieure. Celle d'une dérive de sa démocratie vers un nationalisme périlleux.*

"Sommes-nous en train de danser sur un volcan, comme le faisaient les Européens à l'été 1914 ? Sommes-nous, comme eux des 'sommambules' pour reprendre le titre du livre de l'historien australien Christopher Clark ?"

Dans le café d'un quartier chic de Tel-Aviv, mon interlocuteur israélien, jeune et cultivé, me fait part de ses inquiétudes. Alors que l'Etat d'Israël célèbre ses soixante-dix ans, il est perplexe. Tout



autour de nous la réussite est visible, éclatante même. Les quartiers anciens avec leurs maisons des années 1920 et 1930 se fondent presque harmonieusement dans un environnement de tours toujours plus radicales dans leur modernité. En ce premier jour de mai, sous une température plus estivale que printanière, la capitale économique d'Israël est une véritable célébration de l'hédonisme.

### **Une Méditerranée policée et occidentalisée**

C'est à Tel-Aviv le 14 mai 1948 que David Ben Gourion proclama la création de l'Etat d'Israël. Ce sera à Jérusalem le 14 mai 2018 que Michael Pence, ou Donald Trump lui-même, célébrera le transfert hautement symbolique de l'ambassade des Etats-Unis vers Jérusalem la capitale de l'Etat hébreu. La "*start-up nation*" n'a jamais été plus fière de son énergie, de sa réussite, de son attractivité.

**La réussite éclatante du présent ne dissipe cependant pas les problèmes non résolus du passé et moins encore ceux du futur.** C'est au Moyen-Orient que se situe toujours Israël. Gaza et Damas sont à moins de trois heures de route de Jérusalem.

### **Trois menaces**

Pour expliquer son inquiétude, mon interlocuteur Israélien distingue trois types de menaces : celle qui vient du nord, celle qui vient du sud et, la plus grave sans doute, celle qui vient de l'intérieur.

- **La menace stratégique à la frontière nord du pays s'est soudain réveillée avec la montée en puissance des ambitions iraniennes, de la Syrie jusqu'au Liban.** L'Iran constitue une menace bien réelle pour Israël, même si Benyamin Netanyahu tend à surjouer cette partition comme il le fit il y a quelques jours à la télévision israélienne, dans le style théâtral qui est le sien. La révélation de son intervention était moins la poursuite par les Iraniens de leur programme nucléaire que la maîtrise des services secrets d'Israël, capables d'humilier le régime des mollahs en s'emparant de leurs dossiers les plus sensibles.
- **La menace venue du sud avec la question de Gaza est bien réelle aussi.** Que se passera-t-il le 15 mai - jour, pour les Palestiniens, du soixante-dixième anniversaire de la Nakba (la "catastrophe") - intervenant au lendemain même du transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem ? Des milliers de Palestiniens vont-ils être tentés de traverser la frontière dans un geste de désespoir et de défiance spontané, à la recherche d'une mort ou d'une blessure glorieuse ? Au-delà du statut de Gaza, c'est celui de la population palestinienne qui est posé, sans oublier celui de la population arabe d'Israël. Les premiers sont ignorés, les seconds sont systématiquement exclus d'une réussite qu'ils auraient pu, dans d'autres circonstances également, considérer comme la leur.
- **La troisième menace ne vient ni du nord ni du sud, mais du coeur du projet israélien lui-même.** Quel sera le futur de l'Etat et le devenir du rêve sioniste ?

En plein coeur du désert du Néguev, non loin de la ville de Beer-Sheva, il existe un lieu de pèlerinage particulièrement émouvant. Le kibboutz de Sde Boker, où le Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, vécut les dernières années de sa vie et où il repose aux côtés de son épouse, Paula. Dans son petit bungalow rempli de livres, trois personnages apparaissent : Moïse, Abraham Lincoln, Mahatma Gandhi. Tous sont des "libérateurs" ; des Hébreux, des Noirs, de l'Inde.

### **Le rêve de Ben Gourion**

David Ben Gourion rêvait de peupler le désert. Il pensait que deux millions de Juifs pourraient s'installer dans ces terres hostiles à la beauté grandiose : des terres qui n'étaient habitées, ni revendiquées par personne. Son rêve ne s'est pas réalisé, même si Beer Sheva est devenue une des capitales de la *high-tech*. Les Israéliens sont ailleurs, dans des lieux plus chargés d'histoire et de mystique religieuse, souvent le plus peuplées de Palestiniens aussi.

Non loin de Jérusalem s'élève une ville moyenne, dont le nom, Bet Shemesh (la Maison du Soleil), contraste avec la population à majorité ultra-religieuse. Partout des hommes, des femmes et une multitude d'enfants à la peau très blanche, vêtus de noir, qui semblent sortir tout droit d'un ghetto

de l'Europe de l'Est. **Comment concilier l'esprit pionnier du Néguev, la *start-up nation* de Tel-Aviv et les ultra-religieux de Bet Shemesh ?** Et comment le faire dans l'ignorance délibérée de l'Autre Absolu qu'est le Palestinien ? A l'abri derrière sa supériorité technologique, scientifique et militaire, et ses murs toujours plus envahissants, Israël progresse dans une fuite en avant aussi remarquable qu'inquiétante.

### **Etat juif ou démocratique ?**

Etat Juif ou Etat démocratique ? A terme la démographie obligera les Israéliens à choisir. Il y aura bientôt dans ce petit coin du Moyen-Orient, autant de Palestiniens que d'Israéliens. **Israël peut se rêver "asiatique", sa géographie est moyen-orientale et sa vie politique, pour le pire plus que pour le meilleur, semble retrouver le parfum de ses origines est-européennes.** La Pologne et la Hongrie peuvent flirter toujours davantage avec l'antisémitisme, la politique israélienne semble inscrire ses pas dans ceux de la démocratie illibérale à la Orbán et Kaczyński. Comme si après soixante-dix ans, il s'était créé une forme d'équilibre paradoxal entre le cosmopolitisme éclairé et mondialisé de l'économie et de la culture, la montée du nationalisme religieux et le "provincialisme ethnique" grandissant des réflexes politiques.

---

## **DANS UNE DECLARATION HISTORIQUE, BAHREÏN SOUTIENT « LE DROIT D'ISRAËL A SE DEFENDRE »**

Juliette RECH | OLJ

11/05/2018

Bahreïn a brisé un tabou. Quelques heures après les frappes israéliennes contre des positions iraniennes en Syrie, qui auraient abouti à la destruction de 70 cibles militaires iraniennes, le petit royaume du Golfe a légitimé l'action de l'État hébreu en soulignant le « droit d'Israël de se défendre ».

Dans un tweet qui fera date dans l'histoire des relations israélo-arabes, le ministre bahreïni des Affaires étrangères, cheikh Khaled ben Ahmad al-Khalifa, a déclaré que « l'Iran a violé le statu quo dans la région et envahi des pays avec ses forces et ses missiles, et n'importe quel État, y compris Israël, a le droit de se défendre en détruisant les sources de danger ».

Le message est clair : « Nous avons le même ennemi. » Autrement dit, l'Iran est perçu comme une plus grande menace que l'État hébreu pour Bahreïn, qui n'a probablement pas pu faire une telle sortie sans consulter préalablement l'Arabie saoudite. « La déclaration de cheikh Khaled est une rupture », souligne à L'Orient-Le Jour Michael Horowitz, consultant pour le Moyen-Orient à LeBeck International, basé à Bahreïn. « Il y a un rapprochement entre les États du Golfe et Israël, mais discret et non officiel, même si cette évolution est très discutée dans les médias. Les propos du ministre bahreïni tranchent par rapport aux non-déclarations des autres pays du Golfe », ajoute-t-il.

Bahreïn s'est-il fait le porte-parole de la nouvelle vision stratégique des pays du Golfe ? C'est fort probable, compte tenu de la recomposition des alliances régionales en réponse au gain d'influence de Téhéran dans les pays arabes. Les affinités entre l'État hébreu et les pays du Golfe, qui partagent une même aversion pour la République islamique d'Iran, sont ainsi devenues un secret de polichinelle. Mais pour les pétromonarchies, qui en recueillent des avantages sécuritaires et économiques, le coût politique d'un rapprochement avec Israël peut s'avérer extrêmement élevé, car il pourrait éroder le prestige saoudien dans les opinions publiques arabes, et renforcer le monopole iranien de la « résistance » à Israël. L'initiative bahreïnie peut ainsi s'interpréter comme un ballon d'essai. « L'Arabie saoudite a de bonnes raisons de maintenir cette relation secrète, car elle peut prêter le flanc à la rhétorique iranienne de collaboration avec l'ennemi sioniste. Bahreïn est un petit État et peut se permettre de tester les réactions internationales, même si je doute que cela serve complètement ses intérêts », explique M. Horowitz. Pour Israël, au contraire, cette relation n'a de sens que si elle est publique, car elle revient quelque part à normaliser l'existence de l'État hébreu au Proche-Orient.

La déclaration de Bahreïn ne remet toutefois pas en question la politique des pays du Golfe par rapport au conflit israélo-palestinien. Ceux-ci semblent faire une nette distinction entre leur position par rapport aux tensions irano-israéliennes et leur soutien à la cause palestinienne. Autrement dit, il y a Israël contre l'Iran, et Israël face aux Palestiniens. Dans cette seconde « réalité », les pays

du Golfe demeurent officiellement fidèles au plan arabe de paix (mis au point par le roi défunt Abdallah d'Arabie saoudite en 2002), qui implique une reconnaissance d'Israël en contrepartie, seulement, de la création d'un État palestinien sur la base des frontières de 1967.

### **Politiquement payant**

Bahreïn a également ses propres raisons de prendre aujourd'hui le parti israélien. De manière générale, le minuscule royaume présente une autre facette du rapprochement israélo-arabe. Des précédents moins retentissants ont précédé la déclaration d'hier. Au moment de signer son accord de libre-échange avec les États-Unis en 2004, le pays avait assuré publiquement qu'il ne boycotterait pas les entreprises américaines commerçant avec Israël. « La monarchie a une tradition de proximité avec la petite communauté juive de l'île », confirme M. Horowitz. Manama avait désigné comme ambassadrice de Bahreïn aux États-Unis une figure appartenant à cette quarantaine de nationaux juifs, Huda Azra Ibrahim Nunu.

Un certain instinct de préservation de la dynastie régnante a aussi précipité la concrétisation du rapprochement avec Israël. Avec l'éclosion de l'axe Washington/Tel-Aviv/Riyad contre Téhéran, Bahreïn a choisi de se ranger derrière les lignes qui menacent le moins ses intérêts. Le retrait américain de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien a satisfait sur toute la ligne simultanément les Israéliens et les Saoudiens. Il est politiquement payant pour Manama de dénoncer l'agressivité de l'Iran pour renforcer sa relation avec Riyad et Washington. L'empathie pour les inquiétudes existentielles de l'État hébreu est un gage supplémentaire donné aux deux puissances tutélaires du « petit poucet » du Golfe.

« Bahreïn ressent la menace iranienne bien plus intensément que les autres États du Golfe. La menace est encore plus existentielle que pour l'Arabie saoudite », décrypte M. Horowitz. Bahreïn est atypique, car il abrite la seule dynastie sunnite à régner sur une population majoritairement chiite de toute la région. Depuis février 2011, cette dynastie fait face à une protestation de basse intensité, mais extrêmement résiliente. Presque chaque jour se tient un nouveau rassemblement, mobilisant des dizaines de personnes tout au plus, surtout dans les localités chiites en dehors de la capitale Manama. Une constante justifie l'emballement répressif de la famille régnante al-Khalifa contre cette rébellion « à feu moyen » : lutter contre les « cellules terroristes » affidées de Téhéran. Les renseignements bahreïnais affirment régulièrement déjouer des opérations séditeuses téléguidées par l'Iran. Bahreïn se range aussi naturellement derrière Donald Trump et ses alliés qui ont justifié le retrait de l'accord nucléaire par la « politique régionale iranienne de soutien au terrorisme ».

---

## **GÉOPOLITIQUE :**

### **TENSIONS AU LIBAN, COMME UN SYMBOLE. LIBRE OPINION D'HELENE NOUAILLE.**

ASAF

08 mai 2018

Le Liban, entre Orient et Occident : six millions d'habitants, un million de réfugiés syriens, palestiniens, quelques familles féodales qui tiennent en réalité un pouvoir réparti sur une base à la fois territoriale et confessionnelle dans un régime parlementaire sous le couvert d'un « Pacte national » non écrit. Une histoire, disons originale, depuis 1920 - mandat français en main à la suite de l'accord **Sykes-Picot** (1916), la France détache un Grand Liban à majorité maronite (chrétienne) de la Syrie. L'objectif ? Faire vivre ensemble et en paix dans la solidarité des communautés arabophones chrétiennes et musulmanes. Ensuite ? Une indépendance en 1941, effective en juin 1946 avec le départ des dernières troupes françaises. Et de multiples cahots. La raison ? « *L'ordre précaire instauré par les Français est remis en cause par les mutations démographiques qui vont atteindre le petit Liban : arrivée d'une importante immigration palestinienne, musulmane à 80%, et déclin démographique des chrétiens* » (1).

Comprendre le résultat des élections législatives du week-end des 5 et 6 mai derniers – les premières depuis juin 2009 – tient à cette histoire, démographie et caractéristiques identitaires aidant. « *Pour les Libanais comme pour les autres habitants du Moyen-Orient, l'appartenance religieuse est moins une affaire de croyance qu'une affaire d'identité : chacun se rattache à une communauté caractérisée par son endogamie (on se marie à l'intérieur du groupe), ses rituels et ses coutumes mais aussi ses règles de droit (héritage, mariage, divorce...) et ses tribunaux* ». Or que voyons-nous ? « *En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, les communautés les plus importantes seraient,*

*dans l'ordre, les musulmans chiïtes (plus de 30%), les musulmans sunnites (21%), les chrétiens maronites (25%), les Druzes (6%), les grecs-orthodoxes, les grecs-catholiques etc. Les chiïtes tendent à devenir le groupe prédominant. Les chrétiens sont en voie de marginalisation comme dans tout le reste du Moyen-Orient ».*

On votait donc le week-end dernier après avoir péniblement ajusté la loi électorale - le Parlement amené à prolonger par trois fois son mandat depuis 2009. Le parti du Premier ministre (fonction qui revient de droit à un musulman sunnite, la présidence réservée à un chrétien), **Saad Hariri**, perd un tiers de ses sièges au Parlement (21 contre 33 précédemment). Et le parti rival chiïte du Hezbollah aurait remporté la bataille : « *La vieille alliance dite du « 8 mars » formée autour du mouvement chiïte et du Courant patriotique libre (CPL) du président Michel Aoun (droite chrétienne) est créditée de la majorité des 128 sièges du Parlement* » (2). Ajoutons que le scrutin n'a pas passionné les foules – participation de 49% des inscrits contre 54% en 2009 - et que Saad Hariri devrait conserver son poste, qui revient donc à un sunnite.

On ne s'étonnera pas de la vivacité des réactions dans la région où chiïtes et sunnites s'affrontent plus largement, les seconds soutenus par l'Occident contre l'influence de l'Iran chiïte et de son allié syrien, influence dénoncée aussi, bien sûr, par l'Arabie Séoudite et Israël. Tension accrue par la position américaine – Donald **Trump** devant s'exprimer ce soir 8 mai – et non plus le 12 mai comme annoncé - sur le maintien ou non de l'accord signé en 2015 sur le nucléaire iranien.

Pour Ali Akbar Velayati, conseiller pour les affaires internationales auprès de l'ayatollah **Ali Khamenei**, guide suprême de la République islamique d'Iran, « *cette victoire (du Hezbollah) complète les succès militaires. Le peuple libanais et ses représentants, à savoir le Hezbollah et les autres groupes de la résistance, l'ont emporté dans la lutte face à Israël et à ses alliés, notamment les Etats-Unis* ». Comme ce résultat consacre également la « *victoire (...) de l'aide déterminante à la Syrie face aux terroristes* ».

En Israël, si le ministre de l'éducation et membre du parti Le Foyer juif (ultra droite) menace (« *L'Etat d'Israël ne fera pas de différence entre l'Etat souverain du Liban et le Hezbollah et considérera le Liban comme responsable de toute action en provenance de son territoire* »), le *Jerusalem Post* tempère : « *La réalité est que le Hezbollah n'a vraisemblablement gagné qu'un siège. Il en détient 11 dans le Parlement sortant et en aura sans doute 12 ou 13 après le vote. Les alliés chiïtes du mouvement Amal devraient rester à l'étale. Le vrai gagnant est le Courant patriotique libre (chrétien) de Michel Aoun. Ensemble, cette alliance pourrait dépasser 60 sièges sur les 128 du Parlement. Ce qui serait une victoire majeure. Une victoire pour le Hezbollah, mais loin de l'histoire d'un Hezbollah qui aurait « balayé le paysage électoral », histoire que certains avancent. Le Hezbollah est seulement plus fort après les élections quand ses alliés sont plus forts. La question est de savoir si ces alliés accepteront les demandes du Hezbollah* » (3). Précisons que les résultats définitifs sont à paraître.

**Pour autant, les aléas de la vie politique libanaise restent-ils cantonnés au Liban et à son voisinage ?**

Pour le rédacteur en chef du grand quotidien libanais *l'Orient-le-Jour*, il n'en est rien. Parce que, dit-il, le Hezbollah a un rôle actif partout. Dans un éditorial au vitriol, Michel Touma prend pour exemple la récente protestation du Maroc (4) contre l'aide apportée par le Hezbollah au Polisario au Sahara occidental pour dénoncer son « *implication dans les tensions régionales* » (5). Certes, le « *Hezbollah a démenti ces accusation* », écrit-il. « *Celles-ci ne sont cependant pas surprenantes, à en juger par les nombreux précédents du parti chiïte en la matière : sa participation à la guerre en Syrie, son aide aux houthis du Yémen et à l'opposition au Bahreïn, l'implantation de cellules subversives démantelées ces dernières années en Égypte – du temps de Hosni Moubarak –, en Bulgarie, à Chypre, au Koweït, aux Émirats arabes unis, et maintenant au Sahara occidental. Autant d'exemples qui démontrent que pour le Hezbollah, son champ d'action s'étend à l'ensemble du Moyen-Orient et même au-delà, le Liban ne représentant qu'un simple tremplin à cet égard* ». Un jeu qui empêche, pour Michel Touma, le Liban tout entier de se développer dans le calme. « *Les Libanais ne sauraient oublier qui se tient derrière la longue série d'actions déstabilisatrices qu'a connues le pays depuis la révolution du Cèdre : la cascade d'assassinats politiques ; le climat de menace qui a contraint les députés du 14 Mars à se cloîtrer pendant plusieurs mois à l'hôtel Phoenicia ; la longue occupation du centre-ville ; le siège du Grand Sérail ; la guerre de juillet 2006 initiée par le Hezbollah ; la bataille de Nahr el-Bared ; l'agression du 7 mai 2008 à Beyrouth ; le torpillage du cabinet Hariri en janvier 2011 (en dépit de*

*l'accord de Doha) ; le blocage de l'élection présidentielle et la fermeture du Parlement pendant deux ans et demi, etc. ». Un climat qui n'est pas propice aux affaires.*

Le pays du Cèdre ne va en effet pas bien : malgré l'aide de la diaspora libanaise (14 millions qui vivent à l'étranger), la dette de 150% du PIB (principalement détenue par des Libanais), la corruption, la conjoncture, font peser sur le pays la menace d'une banqueroute. Une nouvelle conférence internationale, baptisée CEDRE, (Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises) a été organisée début avril à Paris (6). L'exercice, qui n'est pas le premier, suivi par une quarantaine d'Etats, devrait permettre de financer cette fois directement les infrastructures défailtantes : eau, télécoms, transports – sous les avertissements de la société civile et ses mouvements citoyens. Ainsi Halla Beijani, du mouvement Kulluma Irada : « *Le Liban va très mal, pas seulement à cause de la crise syrienne, comme le prétendent les autorités, mais en raison de leur propre incurie (...). Ce n'est pas d'un contrat de confiance entre les bailleurs et l'Etat, dont nous avons besoin mais d'un contrat de confiance entre l'Etat et les citoyens* ». Malgré cette aide à Saad Hariri, très opportune, disent certains, quelques jours avant les élections, le verdict des urnes n'augure pas d'une ère nouvelle, les rares candidats de ces mouvements citoyens n'ayant pas obtenu les résultats espérés. Le vœu formulé si vigoureusement par Michel Touma dans *l'Orient-le-Jour* ne paraît pas sur le point d'être exaucé : « *voter de manière à empêcher le Hezbollah et ses alliés d'obtenir un trop grand bloc parlementaire, le but étant de contrer les effets des aventures guerrières du parti chiite et, surtout, de juguler la politique d'obstruction qu'il pratique au niveau de l'édification d'un Etat central souverain, capable de mettre en place une politique de réformes, d'assainissement et de développement économique* ».

Reste une question qui n'est pas tranchée dans le contexte des opinions très partisans du moment : le Liban est-il aux mains d'influences étrangères ou joue-t-il lui même le rôle d'un boulet ?

**Les Russes** vous diront que le Hezbollah a aidé à la victoire du gouvernement syrien contre l'Etat islamique – ce qui est vrai, et empêché pour une part la désagrégation de l'Etat syrien. **Les Américains** et leurs alliés qu'il est un mouvement terroriste – ce que soutient Israël. Notons simplement que les électeurs lui ont donné, à lui et ses alliés, la préférence, sans, selon les augures, que cela change toutefois fondamentalement la donne. Le rêve français de 1920 – permettre de faire vivre ensemble en paix et solidaires des communautés arabophones de confessions différentes (17 étaient recensées à l'époque) est en continuel péril. Les maronites ne sont plus majoritaires depuis 1975 et l'afflux de réfugiés palestiniens, la communauté musulmane s'est divisée, et si le Liban reflète ce seuil, ce passage entre l'Orient et l'Occident, c'est précisément dans toute sa dimension violente, ses tensions et ses difficultés augmentées de la déchirure du monde musulman.

Mais après tout le Liban est-il si fragile ? Ou faut-il regarder plutôt son extraordinaire vitalité malgré les périls ? Chacun décidera.

---

## **SELON UN RAPPORT, SEULEMENT 14% DES FRAPPES RUSSES EN SYRIE ONT VISE L'ÉTAT ISLAMIQUE**

Laurent Lagneau

15-05-2018

En décembre dernier, lors d'une visite à la base russe de Hmeimim pour annoncer le retrait d'une grande partie de ses troupes de Syrie, le président Poutine affirma que les « forces armées russes, avec les forces syriennes, avaient détruit le groupe le plus efficace des terroristes internationaux », c'est à dire l'État islamique (EI ou Daesh).

Cela lui valut une réponse de Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères. « Je trouve parfois un peu étonnant que la Russie s'approprie la victoire contre Daesh [...], même si un peu tardivement les forces russes, en appui des forces du régime de Bachar al-Assad, ont pu libérer Deir Ezzor », avait-il réagi. Et de préciser que le recul de l'EI a été surtout possible « grâce à l'action de la coalition, grâce aussi, sur la fin, à celle du régime de Damas, soutenu par la Russie, mais uniquement à la fin. »

Plus précisément, ce sont les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde, qui ont été en première ligne, avec l'appui de la coalition. Tel a été le cas à Kobané, Manbij, Tall Rifaat, Al-Chaddadeh, Tabqa ou encore Raqqa, qui était la capitale du califat proclamé par Daesh.

Reste que le ministère russe de la Défense répondit vertement à M. Le Drian. « Le fait que l'EI soit vaincu en Syrie est un mérite qui revient avant tout aux dirigeants syriens et aux troupes gouvernementales », avait-il insisté.

Sauf que le rapport que vient de publier le Centre sur le terrorisme et l'insurrection de Jane's IHS Markit va dans le sens de M. Le Drian. Ainsi, selon le document, les frappes aériennes contre l'opposition syrienne ont augmenté de 150% après le début des opérations russes en Syrie, à l'automne 2015.

Dans le détail, entre le 1er janvier 2013 et le 30 septembre 2015, les forces aériennes syriennes ont effectué 2.735 frappes, qui ont fait 6.899 victimes civiles. Entre le 30 septembre 2015 et mars 2018, et donc avec l'appui russe, le rapport fait état de 6.833 frappes et 6.254 victimes civiles.

« Dès le début de 2013, le régime syrien a eu recours à des frappes aériennes indiscriminées contre les territoires contrôlés par la rébellion. Cette tactique a souvent entraîné des pertes civiles, probablement de manière délibérée pour punir les civils jugés favorables à l'opposition », estime Matthew Henman, directeur du JTIC.

Cela étant, l'appui militaire de la Russie a permis au régime syrien de reconquérir près de la moitié du pays puisque, désormais, il contrôle 47% du territoire (87.995 km<sup>2</sup>), contre seulement 15,9% (29.450 km<sup>2</sup>) en septembre 2015.

« L'intervention russe a non seulement assuré la survie du régime d'Assad, mais a renversé le cours du conflit de façon décisive face à une large palette de forces d'opposition dans le pays », estime le rapport de Jane's IHS Markit.

« L'intervention russe a fourni au régime syrien l'espace et le temps de concentrer ses forces sur des positions stratégiques et d'utiliser massivement la force pour reprendre des territoires tenus par les rebelles », souligné M. Henman. « Les données recueillies montrent le rôle des frappes aériennes dans cette stratégie, avec des forces d'opposition largement incapables de se défendre, voire même de répondre, à la menace posée par la domination aérienne », a-t-il ajouté.

Reste que, selon l'étude, le gros de l'effort de Moscou n'a pas concerné l'État islamique : seulement 14% des frappes réalisées par les forces russes ont visé l'organisation jihadiste. Soit 960 frappes en deux ans et demi. Par comparaison, entre septembre 2014 et août 2017, la coalition a frappé Daesh et les groupes affiliés à al-Qaïda à 11.235 reprises en Syrie.

Il ne pouvait en aller guère autrement étant donné que les frappes russes se sont concentrées, pour les deux tiers, sur les régions d'Alep, Idleb et de Rif Dimachq, où la présence de l'EI était anecdotique. En outre, d'après le rapport, ces trois zones étaient déjà visées par quasiment les deux-tiers des raids aériens syriens effectués avant l'intervention russe.

---

## **LES FORCES AFGHANES ONT PERDU 18.000 COMBATTANTS EN UN AN**

Laurent Lagneau

16-05-2018

Ce 16 mai, selon Kaboul, l'armée nationale afghane [ANA] et les forces américaines ont repoussé l'offensive lancée la veille par les talibans contre Farah, la capitale de la province du même nom.

« Les talibans ont été forcés de quitter la ville autour de minuit, après l'arrivée de renforts de Herat et de Kandahar. Nous avons commencé à quadriller la ville », a ainsi affirmé Aref Rezaee, le porte-parole du 207e corps de l'ANA. Des « forces de l'Otan sont présentes à l'aéroport de Farah, en appui à l'armée afghane », a-t-il précisé.

Le soutien de l'Otan, essentiellement américain, s'est traduit par des frappes aériennes menées par des drones. Les avions d'attaque A-10 Warthog, sollicités, n'auraient fait que des démonstrations de force.

« L'ennemi voulait piller la banque, attaquer la prison, les quartiers généraux de la police et des renseignements et le bureau du gouverneur, mais ils ont échoué », a expliqué Najib Danish, un porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur.

Pour autant, la situation reste incertaine. « Les talibans ont été repoussés hors de la ville et ont positionné leurs forces aux alentours », a indiqué, rapporte l'AFP, Dadullah Qani, un membre du conseil provincial.

Le mouvement taleb, qui a mobilisé un nombre important de combattants lourdement armés et utilisant des véhicules pris à l'ANA et à la police afghane, a attaqué Farah selon trois axes, dans un mouvement coordonné. Des images publiés sur les réseaux sociaux ont suggéré qu'ils avaient réussi à atteindre le centre-ville.

Cet assaut dément les affirmations de Resolute Support, la mission de l'Otan en Afghanistan, qui a la fâcheuse tendance à minimiser les avancées talibanes. En janvier, son chef, le général Nicholson s'était félicité d'un « certain nombre de succès » face au mouvement taleb parce que ce dernier n'avait pas été en mesure, comme les deux années précédentes, à s'emparer ou à menacer une capitale provinciale. Sauf que cela ne figurait pas dans les objectifs de son offensive de printemps, lancée en avril 2017.

En revanche, les talibans avaient déclaré que leur intention était de prendre le contrôle des districts ruraux (ou d'accentuer leur mainmise sur ceux qu'ils venaient de conquérir) afin de pouvoir ensuite mettre sous pression les centres urbains. C'est donc cette stratégie, décrite un an plus tôt par le mollah Aminullah Yousuf, le gouverneur taleb « fantôme » de la province d'Uruzgan, qui a été a priori appliquée à Farah.

L'Inspection générale pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), dirigée par John F. Sopko, qui ne passe pas pour pratiquer la langue de bois, tente, chaque trimestre, de donner une image précise de la situation afghane.

Dans son dernier rapport, publié le 30 avril, elle avait fait état d'une baisse de 10% des effectifs des forces de sécurité afghanes (armée et police). Soit une diminution de 18.000 hommes. Cependant, elle a depuis corrigé cette estimation, basée sur des chiffres « incorrects » fournis par les forces américaines en Afghanistan (USFOR-A).

Ainsi, selon cette correction, les forces afghanes ont perdu près de 18.000 hommes entre janvier 2017 et janvier 2018. « Ces nouveaux chiffres montrent toujours que les forces afghanes ont décliné fortement entre janvier 2017 et janvier 2018 – de 17.980 personnes -, mais pas aussi brutalement » que précédemment annoncé, a fait valoir le SIGAR.

Cette rectification constitue « le dernier d'une série de problèmes auxquels le Sigar a fait face quant aux réponses du département de la Défense (américain) à ses demandes d'information concernant les forces afghanes », a fait valoir John Sopko.

La différence entre les deux estimations s'expliquerait par l'oubli des forces américaines du transfert de la plupart des éléments de la Force frontalière afghane vers l'ANA.

Toujours est-il que les effectifs des forces afghanes ont fortement diminué en un an, en raison des pertes qu'elles sont subies mais aussi du taux important de désertion.

À noter que le SIGAR ne donne plus l'ampleur des pertes des forces afghanes, à la demande de Kaboul.

Quoi qu'il en soit, cette baisse des effectifs ne préoccupe pas James Mattis, le chef du Pentagone. Interrogé sur les chiffres donnés par le SIGAR le 30 avril (et qui ont donc été corrigés), il avait estimé que les forces afghanes avaient été en réalité « renforcées » grâce à la création d'unités spéciales.

« L'armée afghane est plus compétente. [...] Vous remarquerez que la plupart des forces sont des forces spéciales, conseillées et assistées, accompagnées par des tuteurs de l'Otan et elles sont les forces les plus efficaces », avait affirmé M. Mattis, en s'adressant à des journalistes.

Reste que, selon le SIGAR, l'autorité du gouvernement afghan ne s'exerce plus que sur 56,3% des 407 districts que compte le pays, le reste étant contrôlé (14,5%) ou contesté par les taliban.